

LE DEFI CHINOIS

1. FABRIQUER ET VENDRE TOUT ET PARTOUT

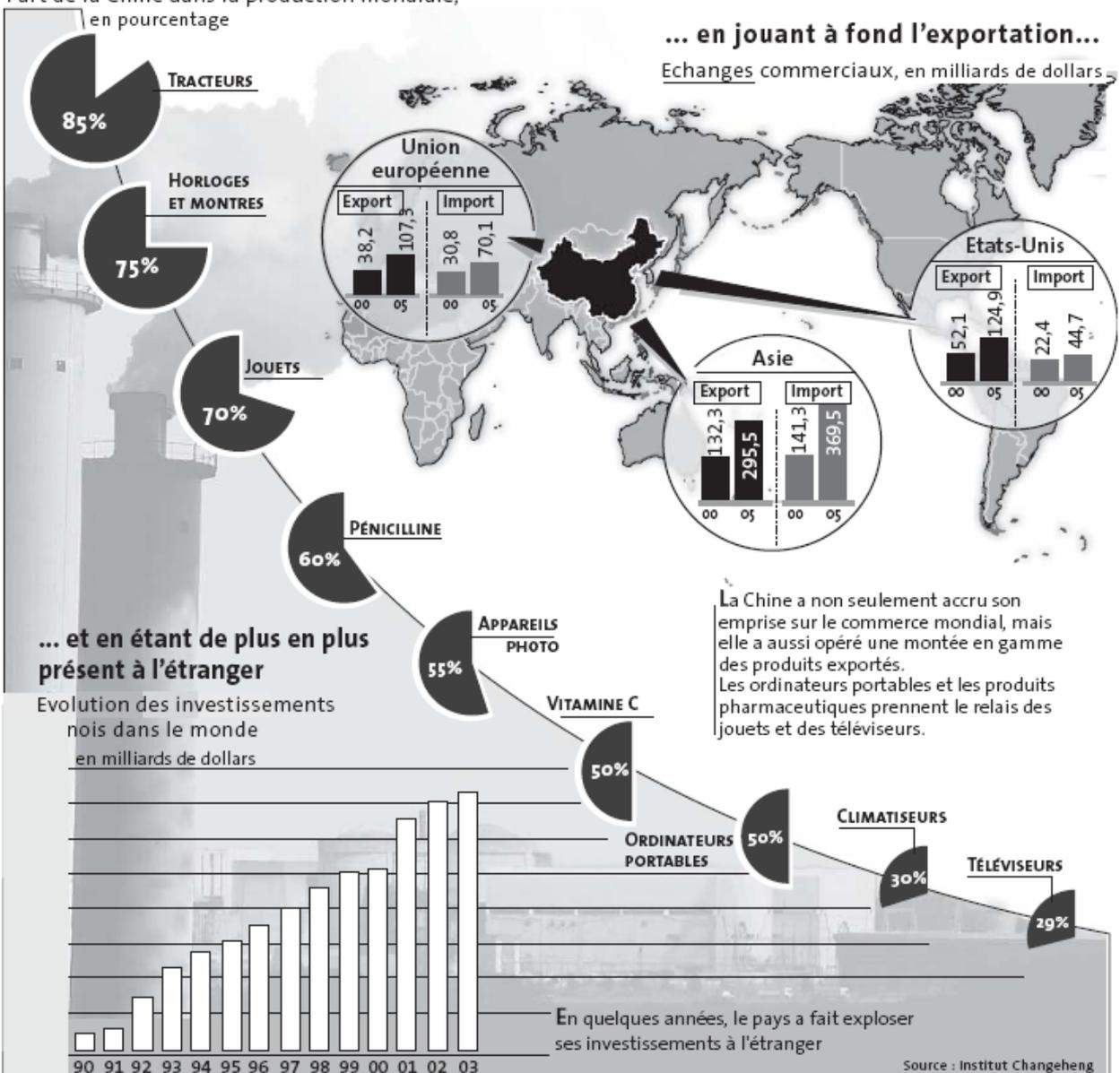
Serge Marti et Jean-Michel Bezat, *Le Monde* 15 juin 2005

Dans tous les secteurs et sur tous les marchés, la Chine s'impose. Etat des lieux

UN cliché brouillé. Une perception altérée. Après l'eldorado, le péril. La déferlante textile qui menace de submerger l'Europe et l'Amérique sous la vague de pulls et de pantalons à bas prix en provenance de l'empire du Milieu, a transformé l'image de la Chine, ce géant économique en devenir qui effraie à présent autant qu'il séduit. La "sinomania" en a pris un coup. Hier, c'était un vaste marché ouvert aux investisseurs patients et audacieux attirés par un "atelier du monde" pratiquant des salaires ridicules au regard des standards occidentaux. L'émergence de la classe moyenne qui, déjà, compte plus de 200 millions de consommateurs, fascinait tout autant. C'était hier.

«L'atelier du monde» fabrique à tout va...

Part de la Chine dans la production mondiale, en pourcentage



La Chine a non seulement accru son emprise sur le commerce mondial, mais elle a aussi opéré une montée en gamme des produits exportés. Les ordinateurs portables et les produits pharmaceutiques prennent le relais des jouets et des téléviseurs.

Aujourd'hui, la Chine est souvent présentée comme un prédateur. Un dévoreur de matières premières, jugé premier responsable des délocalisations et acheteur à bon compte d'entreprises étrangères prêtes à s'offrir à ce modèle d' "*économie socialiste de marché*", formule baroque d'un capitalisme mis au service du Parti communiste.

Depuis vingt-cinq ans, depuis le lancement, au sortir du maoïsme, des réformes économiques par feu Deng Xiaoping, l'architecte en chef de la mutation, la Chine a effectué un bond en avant impressionnant. Rétrogradé techniquement de la 6^e à la 7^e place mondiale, en termes de puissance économique, en raison de la baisse du dollar sur lequel sa monnaie est indexée, l'empire du Milieu affiche un produit intérieur brut (PIB) qui rivalise à présent avec celui du Royaume-Uni. Certains économistes fixent à 2020 la date à laquelle le PIB chinois dépassera celui du Japon avant de supplanter, vingt ans plus tard, celui de la superpuissance américaine.

Grâce à une richesse nationale qui totalisait l'équivalent de 1 400 milliards de dollars en 2004 et à un PIB par habitant qui a officiellement triplé depuis 1979 pour atteindre environ 1 000 dollars par an - mais plus de 6 000 dollars à Shanghai -, la Chine assure à elle seule 18 % de la croissance économique internationale, 8 % des exportations mondiales (le double de son pourcentage de 2000) après avoir multiplié par huit le montant de ses ventes à l'étranger entre 1990 et 2004.

Principal consommateur mondial d'acier, de cuivre, de charbon, de ciment, deuxième consommateur de pétrole, la Chine est devenue un acteur de poids au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à laquelle elle a adhéré le 11 décembre 2001. Considérée comme la troisième puissance scientifique du monde en termes de dépenses de recherche et développement, évaluées à 50 milliards de dollars en 2004 - même si on peut s'interroger sur la rentabilité de cette mobilisation financière -, la Chine affiche aussi ses ambitions dans le domaine spatial ou sportif, avec sa candidature réussie à l'organisation des Jeux olympiques de 2008.

Beaucoup d'ambitions et un tas d'or à disposition, celui des 660 milliards de dollars de ses réserves de change (comprenant plus de 220 milliards de bons du Trésor américains), dont le montant, escompté à 740 milliards à la fin de l'année en cours, approche celui du Japon (820 milliards), numéro un mondial en la matière. Ces performances économiques, confortées par une croissance qui, depuis quinze ans, s'est faite au rythme de 9 % à 10 % par an, laissent entrevoir une présence prochaine au sein du G8, le club fermé des pays dits les plus industrialisés du monde. Pékin a reçu un début de consécration à l'automne 2004 lorsque la délégation chinoise a été admise au dîner du G8 à Washington. Singulier clin d'oeil avec l'histoire pour les héritiers de Mao Zedong : cette invitation à s'asseoir à la table du gotha du capitalisme mondial intervenait au moment même où le pays célébrait le 55^e anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine.

Il est vrai qu'entre-temps le "*capitalisme à la chinoise*", qui a permis à quelque 300 millions de Chinois d'échapper à la pauvreté, même si le chômage et l'exclusion sociale frappent à présent près de 150 millions de leurs compatriotes, a contribué à hisser entreprises performantes locales et nouveaux milliardaires sur le podium de la réussite mondiale.

Parmi les 500 entreprises les plus puissantes du monde en 2004, recensées par le magazine américain Fortune, 11 étaient chinoises. Mieux : parmi les 2 000 entreprises mondiales les plus bénéficiaires, selon une enquête de la même source, on comptait 25 sociétés chinoises continentales et 28 compagnies de Hongkong. Certes, la majorité d'entre elles sont à capitaux publics (Etat ou collectivités locales) et, dans le cas des banques et des assurances, sont souvent grevées par la corruption, les malversations et le maquillage des comptes. Le simple fait d'apparaître dans ces palmarès, scrutés à la loupe par la communauté des affaires, reste un point fort pour Pékin qui compte encore sur d'autres fanions pour imprimer sa marque sur le business mondial.

Ainsi des milliardaires chinois. En 2003, on n'en comptait qu'un seul selon le classement de Fortune, à savoir William Ding Lei, 32 ans à l'époque, le patron de NetEase, un portail d'accès à Internet et de jeux en ligne, avec une fortune estimée à 1,07 milliard de dollars. En 2004, selon le même palmarès, ils étaient trois à "*peser*" un peu plus lourd que ce précurseur : Chen Tianqiao, 31 ans, le fondateur de Shanda Interactive Entertainment, qui a bâti un petit empire du jeu en ligne (entre 1,3 et 1,5 milliard de dollars), Huang Guangyu, 42 ans, créateur de la première chaîne de magasins d'électroménager chinois (1,4 milliard) et les frères Tang Wanjing et Tang Wanli (1,2 milliard), qui avaient constitué la première entreprise privée spécialisée dans la prise de participations dans des secteurs variés (ciment, aéronautique, tomate...) avant de connaître quelques déboires financiers.

C'est à partir de cette base industrielle et de services et de l'apport de 50 à 60 milliards de dollars d'investissements étrangers chaque année que la Chine s'est mise en tête d'exporter et d'investir à l'étranger à tout va, y compris en raflant quelques grandes marques. Dernier exemple en date : le parfumeur français Marionnaud.

Les réseaux humains et financiers de la diaspora chinoise éparpillée à travers le monde, évaluée à 50 millions de personnes (80 millions si l'on y ajoute les ressortissants de Hongkong et de Taïwan), jouent un rôle de relais fondamental dans cette "*extraversion*".

De 249 milliards de dollars en 2000, le montant des exportations chinoises a plus que doublé quatre ans plus tard pour atteindre 593 milliards, l'essentiel de ce commerce se faisant avec sa zone régionale (Japon, Corée) mais aussi de plus en plus avec les Etats-Unis et l'Europe, deux régions abonnées au déficit commercial avec Pékin.

Au cours de l'année 2004, les exportations chinoises ont augmenté de 36 % sur l'année précédente tandis que les importations progressaient à peu de chose près dans les mêmes proportions, dégageant un excédent de 32 milliards de dollars.

Al'extérieur, Pékin développe ses ventes avec une montée en gamme de ses produits à l'exportation. Et pour résultat des parts de marché qui peuvent faire frissonner les concurrents : 85 % du marché mondial des tracteurs, à peu près autant pour les montres et les jouets, 55 % du marché pour les appareils photo, idem pour les ordinateurs portables, près de 30 % pour les téléviseurs et les machines à laver, 15 % pour l'acier. Grâce à la forte progression des exportations depuis le début des années 1980, leur poids dans le PIB chinois est passé de 6 % à environ 25 % en l'espace d'une vingtaine d'années, hissant le pays au rang de 3e exportateur mondial, devant le Japon et derrière l'Allemagne et les Etats-Unis, avec une part croissante dans le high-tech. Et grâce aussi, il faut le souligner, à un dumping monétaire soutenu par la sous-évaluation du yuan que dénoncent de plus en plus féroceement ses concurrents étrangers, notamment américains.

Même si le made in China fait aussi le bonheur du consommateur local. En 2004, Wal Mart, le numéro un mondial de la grande distribution, a importé pour 18 milliards de dollars d'articles en provenance du continent chinois où sont installés à présent 80 % de ses fournisseurs.

Vendeur partout et de tout, l'empire du Milieu devient aussi un investisseur avec lequel il faut compter. Près de 8 000 entreprises chinoises investissent d'ores et déjà dans quelque 160 pays, une implantation physique évaluée à une quinzaine de milliards de dollars au total, encadrée par un demi-million de Chinois expatriés. Dans les biens électroniques (Haier, TCL), les télécommunications (Huawei, Ningbo Bird), les enseignes chinoises deviennent des acteurs importants sur la scène internationale.

Le rachat, en 2004, de l'activité PC d'IBM par le groupe chinois Lenovo a marqué une nouvelle étape de cette politique de conquête. Il ne s'agit plus seulement de jouer la croissance externe et l'effet de taille mais aussi d'instaurer ses propres normes, un enjeu industriel majeur. Phénomène impensable il y a encore un an, le débat autour de l'émergence de ces groupes chinois peut même peser sur le climat électoral des démocraties occidentales. A la veille des élections britanniques du 5 mai, la société automobile Shanghai Automotive Industry Corporation (SAIC) a ainsi créé un psychodrame en refusant de se porter au secours de MG Rover, précipitant le licenciement de 5 000 salariés et alimentant les spéculations sur le tort que cela représenterait pour Tony Blair. Que des entreprises occidentales emblématiques ne doivent plus leur survie qu'au bon vouloir de repreneurs chinois et que ce sujet conditionne des résultats électoraux en dit long sur l'évolution du capitalisme international.

Autre terrain où Pékin s'impose de plus en plus : l'énergie. Le quadrillage de la planète par les Chinois devient impressionnant. Les compagnies pétrolières chinoises (Petrochina, Sinopec, Cnooc) n'ont pas attendu l'injonction du président Hu Jintao, "*Allez à l'étranger*", pour partir à l'assaut des pays producteurs. Elles ont commencé en fait à s'y lancer dès la seconde moitié des années 1990 après que le gouvernement a réalisé que l'autosuffisance énergétique du pays avait vécu.

A partir de 1993, en effet, la Chine devient importatrice nette de pétrole : douloureuse facture d'une folle croissance. En 2003, la Chine ravissait même au Japon son rang de 2e importateur mondial de brut, après les Etats-Unis. La question de la sécurité énergétique devient aujourd'hui l'une des grandes obsessions stratégiques des dirigeants de Pékin. Du coup, ils envoient les compagnies nationales chercher des hydrocarbures partout : au Moyen-Orient, en Russie et en Asie centrale, au Maghreb et en Afrique, en Amérique latine.

"*La Chine a une politique agressive d'acquisition à l'étranger*", note Thierry Keller, chercheur à l'Institut des hautes études internationales (IHEI) et coauteur de *La Dépendance pétrolière* (Universalis, 2005). Fin

2003, les trois grandes sociétés PetroChina, Sinopec et Cnooc, étaient présentes sur une soixantaine de projets (pétrole et gaz) à travers le monde, n'hésitant pas à traiter avec des pays (Iran, Soudan) en délicatesse avec l'Occident. L'Iran est, par exemple, devenu un gros fournisseur de Pékin, et un énorme contrat de fourniture de pétrole est en cours de négociation entre les deux pays. Les espoirs ne sont pourtant pas encore à la hauteur des espérances. La politique d'acquisition de concessions pétrolières à l'étranger se solde par un résultat mitigé, et la sécurité énergétique chinoise reste sous pression.

Au final, dans tous les secteurs, de l'agriculture à l'électronique, la Chine s'est imposée à l'aube de ce nouveau millénaire comme un acteur économique majeur. Le courant ne fera que s'amplifier en raison des effets de la réforme de 2002 décidée par Pékin, destinée à faciliter la gestion des devises étrangères. Mais ce modèle de croissance repose sur l'exportation : le degré d'ouverture de l'économie chinoise est de 75 % de son PIB, contre 30 % en moyenne pour l'Inde ou le Brésil.

Pas étonnant si, pour les économistes, le 11 décembre 2001, jour de l'entrée de la Chine dans l'OMC, est une date plus importante que le 11-Septembre.

2. LES VULNÉRABILITÉS DU DRAGON

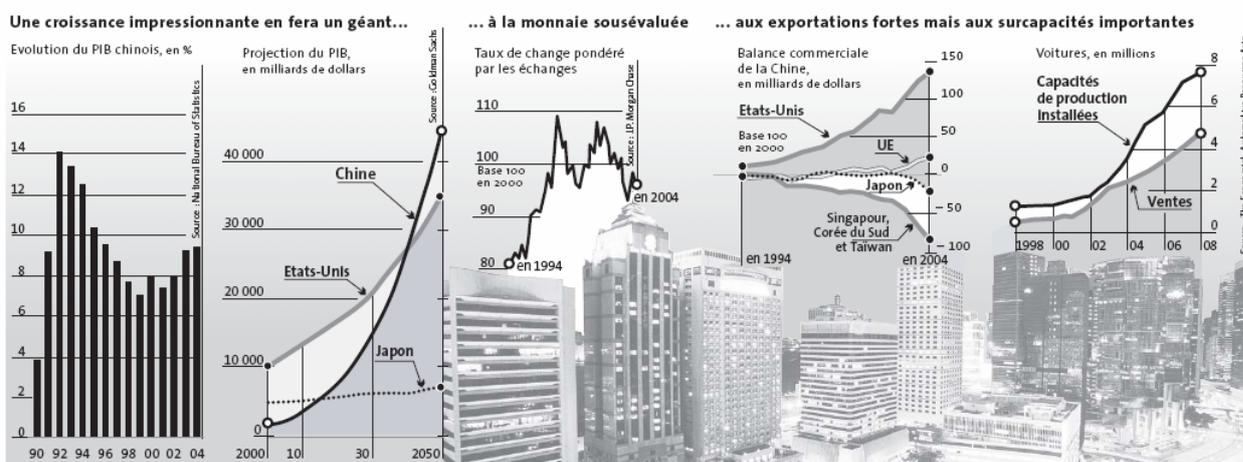
Eric Le Boucher, *Le Monde* 16 juin 2005

La prodigieuse croissance de l'économie chinoise ne doit pas masquer des handicaps majeurs : manque d'énergie, gabegie d'un secteur public disproportionné, vieillissement de la population

LE Dragon se réveille, la planète tremble. La Chine sort de sa léthargie et, forte de son milliard trois cents millions d'habitants, menace de tout écraser. Depuis l'accession de Deng Xiaoping à la direction suprême du Parti, en 1978, et sa décision de faire du développement économique sa " *vérité centrale*", le pays est devenu la sixième puissance économique mondiale. Ses dirigeants entendent poursuivre leur course et quadrupler le produit national brut (PNB) d'ici à 2020.

Simple retour à la normale, se félicitent les dirigeants de Pékin, qui ne manquent pas de rappeler que l'empire du Milieu a été la première puissance mondiale jusqu'en 1820, moment auquel elle a raté la révolution industrielle et a laissé la prédominance à l'Europe au XIXe siècle puis à l'Amérique au XXe. Voici venu le temps de refermer cette parenthèse et de reprendre la place en tête ou, plutôt, au centre du monde.

Est-ce possible ? La Chine, depuis vingt-cinq ans, a contredit tous les sceptiques qui prédisaient son explosion sociale inévitable. Il arrivera un jour, disaient-ils, où il sera devenu impossible de contenir les violentes contradictions internes de ce " *modèle*" qui veut marier le capitalisme et la dictature. Les Cassandre se sont trompées. La Chine " *tient*" remarquablement depuis vingt-cinq ans, contrôlant l'urbanisation et l'exode rural, frôlant mais évitant la surchauffe, réduisant les fractures régionales, pourtant de plus en plus béantes. Une course impressionnante.



Mais à l'avenir ? La Chine peut-elle encore longtemps tenir à l'écart la démocratie ? Peut-elle encore courir si vite sans se faire rattraper par ses faiblesses multiples ?

La réponse est probablement positive. La Chine n'est qu'à mi-chemin de son développement et de ses ambitions. Elle pourrait encore avoir raison contre les sceptiques. Mais plus le temps passe, plus les termes de l'équation se modifient et se durcissent.

La Chine est la première à profiter de la mondialisation, mais elle en est devenue complètement dépendante. Troisième pays importateur du monde derrière les Etats-Unis et l'Allemagne, elle importe 8 % du pétrole mondial, 30 % de l'acier et est le premier client pour quasiment toutes les matières premières, dont elle a fait flamber les prix. Sans ces achats extérieurs, son développement s'arrêterait et son régime n'y survivrait vraisemblablement pas. La Chine menace d'écraser le monde mais le monde lui est indispensable. L'empire était fermé, il s'est ouvert, et son ouverture a lié son sort à celui des autres.

En outre, l'image d'une machine économique lancée à pleine vitesse est fautive. De 1978 à 2004, son PNB a crû de 370 %, soit une moyenne de 6,1 % annuelle. Le Japon, entre 1950 et 1973, a crû de 460 % soit de 8,2 % par an. La Corée du Sud entre 1962 et 1990 de 680 %, soit 7,6 % par an. La performance de la Chine n'est donc pas si exceptionnelle dans la région.

Il faut souligner aussi qu'elle demeure, malgré son essor certain, parmi les nations en développement. Son PNB par tête n'atteint pas encore le sixième de celui des Etats-Unis. C'est le point de départ où était le Japon en 1950. La Chine a encore beaucoup de chemin à faire avant d'être un pays riche.

Or le Dragon ne va pas non plus sans trébucher. Sa stratégie de développement n'est pas inédite sur le principe, elle est copiée sur celle de ses voisins : miser sur des bas salaires pour exporter, puis développer le salariat interne, dont l'appétit fait naître une consommation qui vient compléter le moteur de l'exportation. Mais l'application par la Chine de ce schéma régional est très particulière : alors que le Japon ou la Corée ont fermé leur porte aux investisseurs internationaux pour protéger leurs champions nationaux, la Chine a ouvert sélectivement ses murailles.

Avec 54 milliards de dollars en 2004, elle est le premier réceptacle des investissements des multinationales. Le capital étranger apporte sa technologie, bâtit des usines modernes et est responsable de la moitié des fulgurantes exportations du pays.

Le système, notons-le au passage, ne rend pas la vie facile à Nokia, VW ou autre Procter & Gamble. Ils doivent souvent s'associer avec un partenaire local dont la culture n'inclut pas le contrat. Les Occidentaux ont beaucoup de mal à faire respecter les brevets et les droits de propriété intellectuelle. Les Chinois copient tout : marques de luxe, logiciels, DVD, voitures... Les produits contrefaits représenteraient de 19 à 24 milliards de dollars annuels. Selon les douanes américaines, 47 % des produits contrefaits importés aux Etats-Unis venaient de Chine. Les rasoirs Gillette, Future Cola, Starbucks ne sont pas les versions sinisées de Gillette, Coca-Cola ou Starbucks. Ce sont des copies locales, comme il existe des centaines de fabriques de fausses Lacoste et de fausses Rolex.

Malgré son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001, qui lui enjoint de respecter les droits de propriété industrielle, la Chine traîne à punir ses contrevenants. Copiage et pillage sont trop souvent les deux mamelles de la Chine. Le business à la chinoise est très particulier...

Mais l'essentiel de l'économie chinoise reste entre les mains de l'Etat et c'est là le défaut principal de la cuirasse du Dragon. Dans cet immense secteur public règnent la gabegie, le favoritisme, la corruption et l'incompétence. Les firmes nationalisées furent les fers de lance de la période Mao, ce sont des hangars immenses, aux effectifs pléthoriques et aux technologies rouillées. L'emploi y a été réduit de moitié en douze ans, mais ces géants d'hier, déficitaires, engloutissent des milliards de crédits. Modernisation et privatisation avancent mais la montagne reste haute : le gouvernement a promis de conserver 2 000 firmes et de fermer les autres d'ici à 2010.

Les champions nationalisés modernes comme Lenovo (informatique) ou TCL (téléviseurs) sont des exceptions. En outre, et curieusement, le pays n'a plus de Plan, rejeté à cause des funestes erreurs passées. Les investissements publics et privés poussent alors dans un contrôle central inexistant ou inefficace, la Chine ayant un pouvoir beaucoup plus décentralisé qu'on ne le croit. Dans ce système semi-dictatorial semi-anarchique, les doublons sont la règle : les surcapacités installées par les nombreux groupes qui se sont lancés dans l'automobile, par exemple, seraient de 90 %.

Les banques d'Etat accumulent de mauvais prêts à ces mauvaises firmes. Le secteur financier est souvent décrit comme le point le plus faible du développement chinois. La finance a conservé de nombreuses caractéristiques prémodernes, avec une gestion floue de l'argent, négligente avec la comptabilité. Officiellement, les créances douteuses monteraient à 20 % de l'ensemble des prêts. Selon Standard & Poor's, elles atteindraient 40 à 45 %. Les banques, qui ont déjà reçu 22 milliards de dollars de l'Etat fin 2003 pour se renflouer, auraient besoin d'encre beaucoup plus.

En conséquence, le capitalisme chinois, si triomphant sur les marchés étrangers, gâche à l'intérieur ses capitaux à gros bouillons. Puisque 60 % environ des crédits vont encore au secteur public, le rendement global est déplorable. Il fallait 4 dollars pour générer un surcroît de croissance de 2 ou 3 dollars dans les années 1980 et 1990, il en faut actuellement 8 ou 10. D'ailleurs, la Bourse le mesure : elle ne décolle pas.

La Chine compense ces pertes en ligne et maintient un taux d'investissement particulièrement élevé grâce à l'abondance du capital disponible qu'elle puise dans les surplus des exports et dans une épargne nationale forte. En somme, même si la machine se dégrade, elle fonctionne encore bien. Mais il vaudrait mieux avoir moins d'investissement et plus de consommation, le monde extérieur s'en porterait mieux et la Chine aussi.

Le Dragon a d'autres vulnérabilités. Le pays manque d'abord et surtout cruellement d'énergie. Il faut couper l'électricité régulièrement dans le sud-est du pays, partie la plus dynamique qui vit " *à l'américaine*" avec une climatisation à fond. On construit centrale sur centrale, ajoutant 42 gigawatts supplémentaires en 2004 (l'équivalent ce que produit la Grande-Bretagne) au parc électrique et l'équivalent en 2005.

Le sol chinois contient du charbon et les projets miniers ne manquent pas. Mais les filons ne semblent pas en quantité suffisante à long terme, et le risque massif de pollution deviendra vite un frein.

POUR tenter de stabiliser ses approvisionnements de pétrole, la Chine s'est dotée d'une diplomatie active avec les producteurs : la Russie, certains pays africains et plus spécialement les pays du Golfe et l'Iran. On comprend pourquoi : l'énergie reste le principal goulot d'étranglement de son avenir.

Les autres handicaps du géant sont évidemment d'ordre social. Démographique, d'abord. Si la politique d'enfant unique, lancée en 1979, a pu être utile, elle risque maintenant de rendre la Chine vieille avant que d'être riche. Régional, ensuite. Le pays compte encore 700 millions de ruraux dont les conditions de vie sont miséreuses : beaucoup vivent grâce aux envois d'argent des enfants partis en ville. La réforme agraire de 2002 pourrait un peu simplifier le droit de vente du bail des terres qui appartiennent toujours à l'Etat. Il s'agit surtout de relancer l'investissement pour redresser les rendements. Car la Chine, vieux problème il est vrai, est redevenue importatrice nette de nourriture. Mais en attendant, les revenus stagnent dans les campagnes et la différence se creuse avec les villes.

La Chine a encore de quoi croître en surprenant ses critiques. Sa classe dirigeante a su prendre les virages, elle tient ferme le volant. Le peuple est privé de droits sauf d'un seul, celui de s'enrichir. Jusqu'ici, il s'en contente. Le développement industriel, parti des zones côtières, s'enfonce peu à peu dans le coeur du pays, touche des millions de paysans affamés, leur donne un salaire et, surtout, l'espoir.

Les nuées de bicyclettes qui, hier, symbolisaient les villes chinoises ont maintenant disparu des rues, remplacées par des files de voitures dans les embouteillages. La Chine ressemble à l'Amérique des années 1920, construisant, année après année, des dizaines de villes nouvelles, des milliers de gratte-ciel au modernisme criant, des milliers de kilomètres d'autoroutes souvent vides, des centaines de centrales électriques toujours surchargées. Années 1920, dites-vous ? Celles du grand krach ? Oui, mais il est écrit dans le ciel que la Chine fera mieux que l'Amérique.

3. UNE SOCIÉTÉ DÉSAGRÉGÉE

Frédéric Bobin, *Le Monde* 17 juin 2005

Le pays du miracle économique est aussi un des plus inégalitaires au monde. S'y croisent propriétaires de Lamborghini et " gueules noires " déclassées

PINGHU, PROVINCE DU ZHEJIANG, DÉCEMBRE 2002.

La voiture de luxe traverse à vive allure la plate campagne des confins ruraux de Shanghai, mouchetée çà et là de maisons à étage, bâtis par des paysans enrichis. A côté du chauffeur, Xiao Mei, une jeune beauté ruisselante de bijoux Cartier, vante la dernière opération boursière de son patron, qui, à l'en croire, est un bâtisseur des temps nouveaux.

Soudain, l'horizon est barré par une massive incongruité gréco-gothique. Un simili-Capitole surgissant aux confins ruraux de Shanghai, c'est un choc ! Un dôme bulbeux, un rien nacré, coiffant un péristyle de colonnes corinthiennes et flanqué d'une réplique, cette fois de la Maison Blanche - le tout cerné de gazons et de bassins. Nous entrons dans l'empire de Li Qinfu.

Avec ses " châteaux " et sa Lamborghini violette, le jeune millionnaire de 39 ans assume sans complexe ses caprices. A voir son visage de collégien un brin joufflu, on peine à imaginer la puissance qu'il concentre. Figure de proue de la nouvelle caste des entrepreneurs privés, il résume deux décennies de réforme économique post-maoïste.

Comme d'autres de ces conquistadores de la Chine émergente, il a démarré avec quatre sous. Elève raté dans son bourg rural, il s'initie aux affaires en vendant des loches de mer sur les marchés. Son destin bascule le jour où il rachète pour une bouchée de pain à la vapeur un pauvre atelier textile. Plus tard, un entrepreneur japonais, orfèvre en serviettes de bain, repère l'entrepôt et, en quête de partenaires locaux, lui propose une alliance.

Ainsi est née Shanghai Matsuoka, exportateur choc d'uniformes d'hôtesse de l'air et de blouses d'infirmiers. Le succès à l'exportation est foudroyant. Il faut voir la manufacture qui jouxte la " *Maison Blanche* " pour comprendre. Ateliers emplis d'ouvrières en uniforme, docilement courbées sur leur machine, répétant à l'infini les mêmes gestes mécaniques. Vissées au mur, des horloges scandent les cadences infernales tandis que les surveillantes passent dans les rangs secouer les retardataires. On songe aux filatures de Manchester de l'ère Victoria.

Exode rural, révolution industrielle. Les analogies se bousculent, sauf qu'un comité du Parti communiste a ici toute sa place. C'est Li Qinfu lui-même qui a introduit les apparatchiks dans la maison.

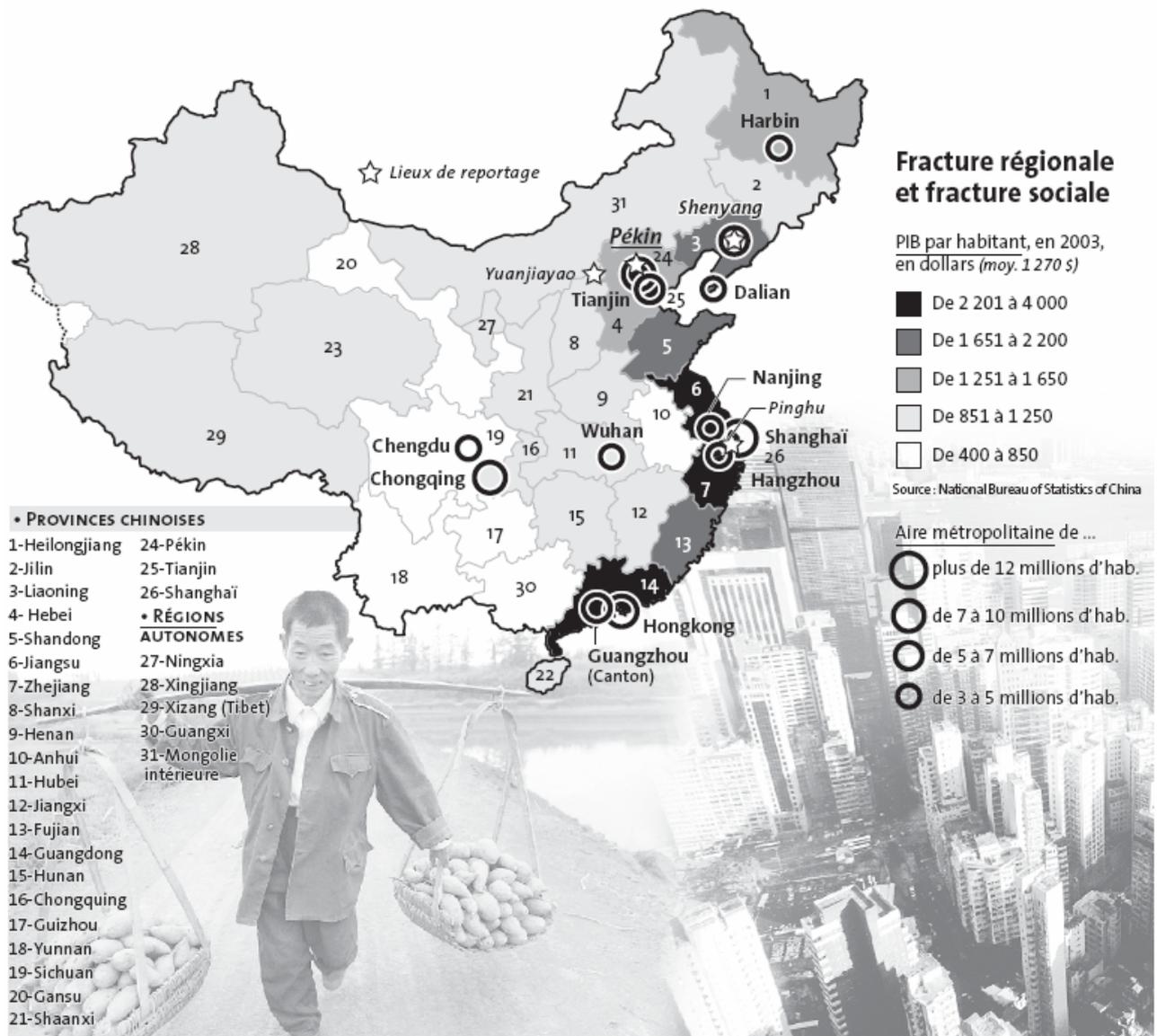
A l'heure où le Parti célèbre les patrons privés, au point de leur épingler la médaille du travail chaque 1er-Mai, pourquoi s'en méfier ? " *Le comité du Parti nous aide à évaluer la performance des employés* ", se réjouit-il. Un féru de Lamborghini convertissant un comité du Parti en syndicat maison sous le dôme d'un Capitole dupliqué : bienvenue en Chine.

PÉKIN, SEPTEMBRE 2004.

Il a les cheveux dans le cou et s'exprime dans un anglais parfait. A l'âge de 42 ans, Zhu Pei est le prototype de la nouvelle génération des " *décideurs* " qui, après un détour par les campus occidentaux, accède maintenant aux responsabilités dans la Chine de la réforme économique. Zhu Pei est architecte. Et pas n'importe lequel. Il est le premier Chinois à avoir enlevé un des projets du futur site olympique qui hébergera à Pékin les Jeux de 2008.

Dans son bureau au haut plafond, Zhu Pei pianote sur son ordinateur et active le diaporama. Un monolithe surgit sur l'écran, genre mille-feuilles posé sur la tranche, zébré de stries lumineuses évoquant la nervure d'une puce électronique. C'est la maquette de Beijing Digital, le futur centre informatique du site olympique.

Zhu Pei l'a conçu comme le mariage de l'architecture et du monde digital, la confluence entre le macro et le micro.



Zhu Pei revendique haut et fort sa qualité d'homme de synthèse. En 1989, étudiant, il défile sur le pavé de la place Tiananmen. Ecoeuré par la répression, il s'exile à Berkeley aux Etats-Unis. A l'issue de dix ans d'expérience américaine, la Chine commence à lui manquer. A défaut d'une révolution démocratique, son pays est alors le théâtre d'une époustouflante révolution urbaine et l'architecte Zhu Pei ne résiste plus à l'appel du retour. " *Il était temps pour moi de rentrer.* " Il découvre un pays métamorphosé. Les officiels avec lesquels il traite ne sont plus de dogmatiques vieillards. " *Ils sont de plus en plus ouverts sur le monde, dit-il. Beaucoup sont comme moi : ils ont fait leurs études à l'étranger.* " Si cette Chine-là se montre de plus en plus hospitalière pour sa génération, Zhu Pei conserve néanmoins une solide attache aux Etats-Unis. Sa femme y est restée. Elle a acquis la citoyenneté américaine. On ne sait jamais...

SHENYANG, PROVINCE DU LIAONING, OCTOBRE 1998.

" *Personne ne s'occupe de nous.* " Ge Zunmin, 70 ans, souffle sa plainte dans un râle exténué. Il est assis sur un tabouret, prenant l'air au bord de l'allée terreuse encadrée de murs de brique noircie de soufre. Tout autour, un horizon d'aciéries et de cimenteries exhale des vapeurs jaunâtres. Ge Zunmin, le regard égaré dans le vide, feint de ne pas entendre le choc sourd du pilon contre les cloisons de plâtre des mesures qu'on

abat. Depuis combien de temps assiste-t-il sans la voir à l'inexorable agonie de sa banlieue ouvrière de Shenyang, berceau de l'industrie lourde de la Mandchourie ?

En cette fin d'après-midi, le froid tombe sur le faubourg. Le vieil homme toussoie, se lève de son tabouret et, d'un pas pénible, entre dans son logis : une pièce unique au sol de ciment et aux murs gorgés d'humidité, éclairée d'un néon blafard. Qui " s'occupe " donc du vieux Ge ? Naguère ouvrier du bâtiment, il fut un " *homme de fer* " de Shenyang. Depuis deux mois, sa retraite n'est plus versée. Alors, il faut puiser dans les menues économies pour survivre. L'ordinaire se limite à des galettes de pain à la vapeur, agrémentées de feuilles de chou. Le plat de viande est un privilège qu'on déguste une fois par mois, pour les grandes occasions. Parole de Ge Zunmin : " *Sous Mao, une personne pouvait nourrir huit membres de la famille. Aujourd'hui, je ne peux même pas me nourrir tout seul.* "

Le vieux Ge est en colère. Une rage murmurée, soufflée, car il n'a même plus la force d'élever la voix. S'il s'avise de hausser le ton, ses poumons s'enflamment. Alors, il dit tout bas : " *J'ai passé ma vie à construire des immeubles pour les autres, et maintenant je ne peux même pas me loger dans un logis normal.* " Il susurre aussi : " *Aujourd'hui, tout le monde ment. Le peuple ne croit plus à rien.* "

Durant le festin mensuel au plat de viande, son fils, gradé de l'Armée populaire de libération (APL), lui a dit que " *même l'armée est noire -corrompue-* ". Dévoué, le jeune sous-officier aurait dû être promu, mais c'est un médiocre qui lui a ravi la place, car il avait su " *donner un pot-de-vin au supérieur* ". C'est sûr, " *tout le monde ment aujourd'hui* ".

YUANJIAYAO, PROVINCE DU SHANXI, MAI 2003.

Yuanjiayao, c'est d'abord un flanc. Une paroi d'argile perforée d'abris. Le village est un hameau troglodyte ordinaire, banal, comme il en existe des centaines adossés aux ravines qui déshiquettent le plateau de loess du nord du Shanxi. Le pays est sec, aride, brouillé de jaune quand un vent puissant souffle du désert de Gobi.

Pull-over violet et fine moustache en épi, Deng Haiyan se glisse dans sa caverne, pièce voûtée, étroite, et s'assoit sur le kang, le lit dur chauffé de l'intérieur par un foyer de charbon. Le paysan s'excuse de ne servir que de l'eau chaude sucrée. Le thé est trop cher. Le village est si pauvre, vivant à peine de ses plants de maïs. L'exode en ville constitue souvent le seul salut.

Deng Haiyan migra naguère sur le site d'une mine de charbon du Shanxi. Il fut une " *gueule noire* " trimant dans les galeries souterraines, jusqu'au jour où une roche le blessa à la tête. Il revint donc à Yuanjiayao cultiver son maigre maïs. Aujourd'hui, il vit seul avec son père, septuagénaire au visage parcheminé, coiffé d'une casquette de toile grise. Le patriarche est malade. A intervalles réguliers, secoué d'une violente toux, il se racle le tréfonds de la gorge et s'en va cracher dans la courette à côté de l'âne. Il souffre de pneumonie mais n'est pas soigné.

Au village, la santé publique s'est effondrée. La dernière fois qu'il a vu un médecin, il y a un an, il avait dû partir en expédition à Datong, la principale ville voisine. Un autre monde, plutôt hostile, guère accueillant pour les paysans aux manières gauches. A l'hôpital, les tarifs étaient prohibitifs et les médecins arrogants. " *Les médecins sont bien plus désagréables qu'autrefois, grince-t-il. Il y a des gens qui sont morts parce qu'on a refusé de les admettre.* " Alors, face à tant de difficultés, de frais, de mépris, le vieux Deng préfère rester au village, livré à ce mal qui lui tord le visage.

LA faiblesse principale de la Chine est là, dans cet éclatement, cette déchirure, cette montée des inégalités sur fond de réapparition des identités de classe. Li Qinfu, Zhu Pei, Ge Zunmin et Deng Haiyan illustrent, à leur manière, cette fragmentation de l'espace social chinois qui, si elle a libéré une jeune élite dynamique, plonge aussi des pans entiers du pays dans la précarité.

La Chine, officiellement " *socialiste* ", est aujourd'hui un des pays les plus inégalitaires au monde, au point que certains analystes la comparent à l'Amérique latine. Si le pays s'est globalement enrichi, la fracture sociale, elle, s'est creusée, exposant certaines régions déshéritées à des poussées de fièvre protestataires qui risquent un jour de présenter un danger politique majeur pour le régime.

Les chiffres sont éloquentes. Dans les années 1980, l'écart entre revenus urbains et ruraux était de 1,8/1. Il est passé à 3/1 en 2003, selon les chiffres officiels. En réalité, il est plutôt de 5/1, voire 6/1, si l'on intègre les multiples taxes imposées aux paysans. Le plus préoccupant pour Pékin est que l'enrichissement global ne permet plus le recul de la pauvreté. L'année 2003 aura marqué un tournant.

Pour la première fois depuis deux décennies, le nombre de pauvres (définis officiellement par un revenu annuel inférieur à 77 dollars) a augmenté, passant de 28,2 millions à 30 millions de personnes. Le mythe d'une Chine ayant réussi à comprimer la pauvreté a vécu.

Ce retournement de tendance s'explique pour partie par la crise de l'économie rurale, la contraction des surfaces arables et les expropriations foncières des paysans livrés à la spéculation immobilière. Entre 1987 et 2001, 34 millions d'agriculteurs ont perdu leur terre alors qu'au même moment les services publics, santé et éducation, s'effondraient en raison du désengagement de l'État.

Dans ces conditions, l'exode vers les villes s'accélère inévitablement. On estime ces migrants de l'intérieur à environ 100 millions de personnes. Si les revenus qu'ils renvoient au village permettent à leur famille de survivre, ces mingongs, comme on les appelle, découvrent un milieu urbain guère hospitalier et de plus en plus inégalitaire.

Selon les chiffres officiels, les familles les plus riches (8,6 %) y accaparent 60,4 % du capital financier, soit une disparité supérieure à celle que connaissent les États-Unis et l'Amérique latine. Tant que le gouvernement n'aura pas mis au point une politique sociale redistributive digne de ce nom - l'assurance-maladie ne couvre que 76 millions d'employés urbains, soit 5,8 % de la population -, l'urbanisation accélérée conçue comme une solution au malaise rural créera autant, sinon plus, de problèmes qu'elle en réglera.

Les analystes chinois comparent souvent la structure sociale des villes à la forme d'une pagode. Sur le toit, de hauts revenus ; à la base, de bas salaires. Et, entre les deux, une tour s'étirant chaque jour davantage. Si la Chine de demain continue de ressembler à une pagode, elle sera vulnérable aux secousses sismiques.

4. LE POISON DU NATIONALISME

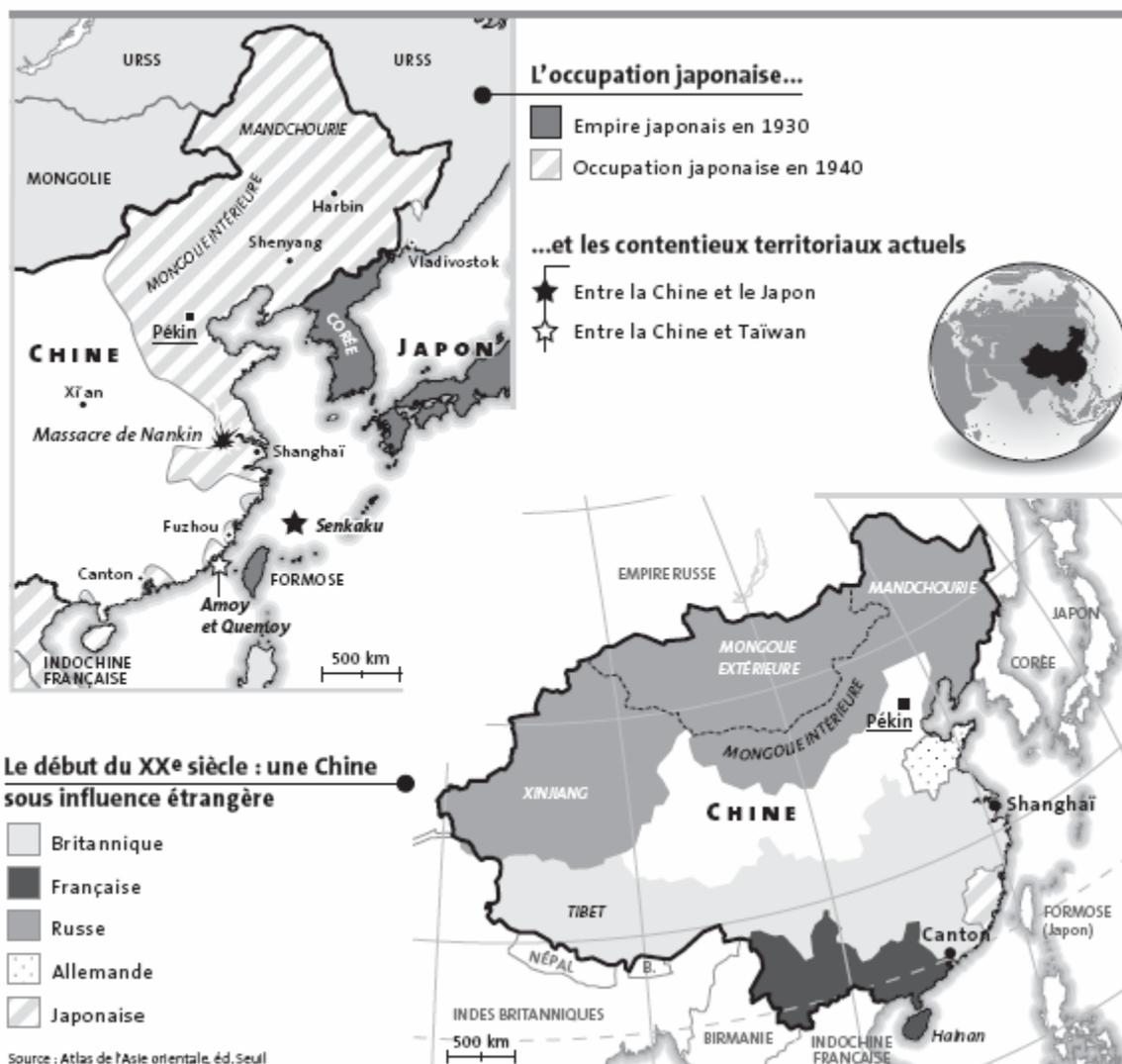
Frédéric Bobin (avec Philippe Pons à Tokyo), *Le Monde* 18 juin 2005

Les manifestations antijaponaises du printemps ont mis en lumière une xénophobie exacerbée. Hier inspirée par le Parti communiste, celle-ci commence à inquiéter les dirigeants

DES foules en colère. Des slogans haineux. " *A bas le Japon !*", " *Boycottez les produits japonais !*" Des casseurs qui lapident restaurants, magasins et représentations diplomatiques nippones. Et surtout, le cyberspace qui s'embrase. " *A bas les nains japonais !*", " *Conquérons le Japon !*", " *La Chine est trop faible avec le Japon !*" Cela s'est passé à la mi-avril 2005 à Pékin, Shanghai, Shenzhen ou Chengdu. Et cela est inquiétant. Non que les éruptions de fièvre antinipponne soient inédites en Chine : la décennie 1980 a connu, elle aussi, de telles flambées d'animosité. Alors que la mémoire des crimes japonais commis durant la guerre d'occupation (1937-1945) est encore à vif, et n'en finit pas de s'exaspérer de l'attitude ambiguë de Tokyo à l'égard de son passé, la nippophobie s'est imposée comme un atavisme en Chine, structurant durablement la psyché nationale.

Faut-il pour autant banaliser la secousse nationaliste du printemps ? Sûrement pas. Celle-ci est préoccupante à un double titre. D'abord, elle survient alors que la Chine n'a jamais été aussi " *globalisée*", ouverte sur le monde, saluée sur la scène internationale. Mieux, ou pire, elle mobilise une jeunesse éduquée, informée, éprise d'Internet : en somme l'antiportrait du Boxer (adepte de la secte des " *Poings de justice et de concorde*" s'étant soulevée contre les Occidentaux en 1900), archaïque, à la xénophobie primaire attisée par une dynastie mandchoue Qing autarcique et déclinante. Bref, elle pose abruptement la question : la mondialisation pacifie-t-elle les esprits en Chine ?

Deuxième source d'inquiétude : il ne s'agit pas d'un phénomène isolé, marginal. La nippophobie chinoise est en plein essor. L'actualité est riche d'incidents multiples. Fin 2001, l'actrice et modèle glamour Zhao Wei déclenche une tempête pour avoir posé dans un magazine de mode drapée dans les couleurs du Japon impérial -, une " *création postmoderne*" selon son designer américain, désireux de subvertir un symbole militariste à des fins pacifistes. Mais les nationalistes chinois n'y voient que pure provocation et se déchaînent. Lors d'une tournée de la star, un individu grimpe sur scène pour la souiller d'excréments tandis que d'autres lapident sa maison à coups de briques et de bouteilles.



Fin

2002, le journaliste du Quotidien du peuple Ma Licheng, par ailleurs essayiste de sensibilité libérale, publie un article dans la revue *Stratégie et gestion* (Zhanlüe yu guanli) intitulé "Nouvelle pensée sur les relations avec le Japon" dans lequel il s'inquiète de la montée du nationalisme étroit et plaide pour un réchauffement des relations entre la Chine et le Japon. L'article provoque un intense débat académique entre experts au point que certains observateurs étrangers s'interrogent : l'article de Ma Licheng est-il un ballon d'essai lancé à l'initiative des modérés du Parti communiste chinois (PCC) ? Le débat pourtant tournera court à la suite de l'entrée en lice des nationalistes, ces fameux nouveaux "Boxers" dénoncés par l'auteur.

Menacé de mort sur Internet, Ma Licheng jugera plus sage de s'exiler à Hongkong et d'y travailler pour une télévision.

L'année 2003 a été encore plus chaude : l'arraisonnement par la marine japonaise aux abords des îles Diaoyu (Senkaku en japonais), revendiquées par les deux pays, d'un esquif de patriotes chinois désireux d'y planter le drapeau rouge étoilé, la mort d'un ouvrier chinois en Mongolie intérieure à la suite de l'exhumation accidentelle d'obus à gaz moutarde datant de l'occupation japonaise etc., alimenteront une escalade sans précédent de la nippophobie en Chine. Dès lors, comment s'étonner que la Coupe asiatique de football, accueillie par la Chine durant l'été 2004 se soit déroulée dans une ambiance électrique avec un hymne national nippon sifflé ?

Il ne s'agit plus de simples débordements. Le nationalisme antinippon est doté d'animateurs, de troupes, de réseaux, de discours. Ainsi le terrain était-il préparé à la flambée du printemps 2005. Le prétexte ? La conjonction accidentelle de deux événements : la campagne diplomatique de Tokyo visant à obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies ; et la parution de manuels scolaires au Japon minimisant le passé militariste du pays.

Si le Japon en est aujourd'hui la cible privilégiée, le nationalisme chinois de ce début de millénaire s'était pourtant initialement cristallisé contre les Etats-Unis. C'est l'histoire d'un basculement d'envergure. Alors que le modèle américain avait fait rêver la jeunesse au sortir du maoïsme, culminant avec le printemps démocratique de 1989 sur Tiananmen, les années 1990 voient une érosion progressive de l'image de l'Amérique dont le statut d'unique superpuissance renforce en Chine les courants conservateurs. La vision paranoïaque de ces derniers, assimilant le projet démocratique à une visée hégémonique de Washington, rencontre un écho croissant au sein de milieux intellectuels et d'une classe moyenne émergente de plus en plus décomplexés par rapport à l'Occident en raison de l'essor du pays.

Dans cette nouvelle atmosphère, le bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade en pleine guerre du Kosovo (1999) déclenche de violentes manifestations anti-américaines. Deux ans plus tard, un accrochage au large de l'île de Haïnan entre un avion espion EP-3 et un chasseur chinois, dont le pilote périra en mer, porte à son paroxysme l'anti-américanisme en Chine. C'est le fantasme du "*retour des canonnières*". Et la colère virera à la jubilation quelques mois plus tard lors des attentats du 11 septembre 2001. Les forums Internet exultent : "*Ils l'ont bien mérité !*"

En dix ans, la Chine avait bel et bien changé. La question nationale, jadis occultée par l'enjeu idéologique (communisme, démocratie), ressurgit brutalement.

Ce glissement comble le Parti communiste. Il s'en félicite dans la mesure où la diabolisation de l'Amérique atteint par ricochet l'idéal démocratique dont il faillit périr en 1989. Il l'a même sciemment encouragé en promouvant au fil des ans l'"*éducation patriotique*" de la jeunesse, en exaltant l'orgueil national d'une "*civilisation cinq fois millénaire*", en rappelant outrageusement les "*humiliations*" des guerres de l'opium du XIX^e siècle, en dénonçant sans cesse les funestes desseins prêtés à un Occident, Amérique en tête, complotant pour brider l'essor chinois. Insensiblement, la thèse d'une Chine brimée par l'Occident et le Japon a ainsi infusé dans l'esprit de la population, en particulier au sein de la jeunesse post-1989.

Il faut pourtant se garder, ici, d'un contresens. Que le PCC ait délibérément ressuscité un nationalisme jusque-là atone afin de recharger une légitimité défaillante après 1989, le fait est incontestable. Que la Ligue de la jeunesse du Parti ait initié puis encadré les manifestations anti-américaines de 1999 et antijaponaises en 2005 (en tout cas sur les campus de Pékin), le fait est tout aussi avéré. Mais en conclure que le nationalisme chinois actuel se résume à une vulgaire manoeuvre du PCC serait réducteur.

S'il y a bien eu manipulation au départ, la créature semble avoir échappé à son maître une décennie plus tard. La thèse de l'exutoire machiavélique occulte une réalité dérangeante pour l'Occident : le néonationalisme chinois est aussi le produit de l'émergence d'une société civile de plus en plus remuante. Nationalisme d'Etat et nationalisme civil peuvent se recouper mais ne se confondent pas. Cette déconnexion est même l'événement politique majeur de ces dernières années en Chine.

L'irruption de ce nationalisme civil date du milieu des années 1990 : son acte de baptême a été la parution en 1996 de *La Chine peut dire non*, un recueil de textes rassemblés par Song Qiang, tête d'affiche d'une nouvelle génération de pamphlétaires populistes. Leur appel à dire non à une "*hégémonie américaine*" corsetant, selon eux, une Chine émergente rencontre d'autant plus d'écho que la scène intellectuelle chinoise voit à ce moment-là la maturation de deux nouveaux courants : le néoconfucianisme (Jiang Qing), réhabilitant une éthique sociale proprement chinoise, et la "*nouvelle gauche*" (Wang Hui), critique de l'entrée de la Chine dans la globalisation marchande. Cette recomposition du champ idéologique, qui place les libéraux sur la défensive, dope la nouvelle vague nationaliste.

Celle-ci ne tarde pourtant pas à mettre le Parti dans l'embarras. Ne bouscule-t-elle pas la diplomatie d'Etat, fondée sur une subtile politique d'accommodement avec les Etats-Unis, le Japon et sa périphérie régionale ? Les dirigeants ne peuvent éluder à la légère l'activisme des "*patriotes*". Les exemples abondent où ils ont dû affecter des postures de fermeté afin de ne pas être qualifiés de "*traîtres*". Le projet d'attribuer le futur train à grande vitesse Pékin-Shanghai au Shinkansen japonais est ainsi en difficulté du seul fait des pressions de la rue.

C'EST peu dire que ce nationalisme de plus en plus insolent, recyclant un idéalisme protestataire prompt à dénoncer les compromissions officielles, inquiète en haut lieu. Non seulement il risque d'endommager la diplomatie officielle mais il porte surtout en germe une périlleuse mise en cause de la légitimité du pouvoir. Conscient du danger, le Parti s'emploie à placer ces nouveaux trublions sous haute surveillance. Des arrestations ont été opérées après des incidents ayant émaillé une récente manifestation antijaponaise à Shanghai. Des dissidents nationalistes vont-ils finir par rejoindre les dissidents démocrates ou religieux dans les geôles du régime ?

Car le régime est très attentif à polir son image internationale. S'il modernise à tout va son armée, accumulant les missiles pointés sur Taïwan, renforçant sa marine, il dépense aussi beaucoup d'énergie à contrer la théorie de la "*menace chinoise*", qui encourage à l'extérieur les tenants d'un "*endiguement*" de Pékin.

Certes, au Japon, l'opinion publique ne semble guère alarmée par les poussées de fièvre en Chine. Les sondages indiquent même que la moitié des Japonais désapprouvent la politique chinoise de leur gouvernement, en particulier les visites controversées du premier ministre Junichiro Koizumi au sanctuaire de Yasukuni, où sont honorées les âmes des morts pour la patrie, parmi lesquels des criminels de guerre.

Toutefois, l'épouvantail de la "*menace chinoise*" justifie, aux yeux du gouvernement de Tokyo, la redéfinition en cours du rôle de ses forces armées et le renforcement de son dispositif militaire. Son dernier Livre blanc sur la défense a mentionné pour la première fois la Chine (avec la Corée du Nord) comme facteur préoccupant pour la stabilité régionale. Par la suite, le gouvernement japonais a érigé la stabilité de Taïwan au rang d' "*objectif stratégique commun*" avec les Etats-Unis, intégrant ainsi explicitement l'île dans son aire de sécurité. Au grand dam de Pékin.

Le régime chinois a impérativement besoin de désamorcer de telles suspensions. Son décollage économique dépend à ce point de la globalisation - investissements étrangers, exportations, transferts de technologie, approvisionnement en énergie et matières premières -, qu'il a tout lieu de craindre que l'essor d'une sinophobie à l'étranger ne finisse par lui aliéner certaines sources de croissance.

Ainsi une poignée de stratèges chinois ont-ils récemment théorisé le concept de "*montée pacifique de la Chine*". La formule a fait débat à Pékin, en raison du potentiel belliqueux que recèle toujours la question taïwanaise, mais l'état d'esprit des dirigeants chinois est bel et bien d'affecter un profil bas pour endormir les soupçons. En attendant d'avoir plus tard les coudées franches. "*Cacher sa lumière et nourrir l'obscurité*" : tel était le conseil prodigué à ses pairs par feu Deng Xiaoping. Il s'inspirait en l'occurrence d'un précepte puisé dans la culture stratégique de la diversion chère à Sun Zi, le théoricien de l'Art de la guerre. Combien de temps le nouveau nationalisme chinois autorisera-t-il le régime de Pékin à "*cacher sa lumière*" et à "*nourrir l'obscurité*" ? La question ne conditionne rien moins qu'une partie des équilibres géopolitiques mondiaux du nouveau siècle.